

**16 JUILLET 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon
fixant les conditions d'agrément des entreprises dans la formation permanente
pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'accord de coopération relatif à la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu le 20 février 1995, par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, approuvé par décret du Conseil régional wallon du 4 mai 1995, notamment l'article 5, 5°;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises donné les 14 mai et 11 juin 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 4 juillet 1989 et du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, les centres de formation permanente des classes moyennes, les délégués à la tutelle, les chefs d'entreprise doivent impérativement connaître les nouvelles dispositions qui régissent les contrats d'apprentissage et les conventions de stage avant le début de la prochaine année de formation fixé en septembre 1998;

Considérant que, par conséquent, l'arrêté doit être publié et doit entrer en vigueur dans les plus brefs délais;

Sur la proposition du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

Arrête :

Article 1^{er}. Le chef d'entreprise introduit une demande d'agrément de l'entreprise auprès du délégué à la tutelle.

Sur proposition du délégué à la tutelle, l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, ci-après dénommé l'Institut, agréé l'entreprise pour former des apprentis ou des stagiaires.

Art. 2. L'entreprise est agréée pour une ou plusieurs professions déterminées en apprentissage ou en formation de chef d'entreprise. Toutefois, eu égard aux possibilités de formation propres à certaines professions, l'agrément peut porter sur certains points du programme de formation.

Art. 3. Moyennant le respect de conditions particulières d'agrément, pour pouvoir être agréée en tant qu'entreprise de formation dans une profession pouvant faire l'objet d'un apprentissage ou d'une formation de chef d'entreprise, l'entreprise doit :

1° être autorisée à exercer cette profession;

2° offrir toutes les garanties en matière d'organisation et d'équipement pour permettre la formation de l'apprenti ou du stagiaire conformément au programme de formation de la profession considérée;

3° s'engager à respecter les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 fixant les conditions d'agrément des contrats d'apprentissage dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 relatif à la convention de stage dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

4° désigner un moniteur qui répond aux conditions de l'article 4.

L'agrément des entreprises peut être subordonné à l'obligation pour le chef d'entreprise ou le moniteur visé à l'article 4 de suivre des séances de formation pédagogique complémentaire organisées à leur intention par l'Institut.

Art. 4. § 1^{er}. Le moniteur est :

1° soit le chef d'entreprise ou, lorsque l'entreprise est une personne morale, la personne physique chargée de la gestion effective de l'entreprise et mandatée pour la représenter;

2° soit un collaborateur désigné par le chef d'entreprise.

§ 2. Le moniteur doit :

1° être de conduite irréprochable;

2° être âgé de 25 ans accomplis;

3° posséder une formation ou une activité de 6 années au moins dans la profession.

§ 3. L'Institut peut, sur avis motivé du délégué à la tutelle, déroger aux conditions prévues au § 2, 2° et 3°. Toutefois, le moniteur ne peut être âgé de moins de 23 ans accomplis.

§ 4. Le moniteur qui est en possession du diplôme de chef d'entreprise délivré dans le cadre de la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises ne doit pas satisfaire aux conditions prévues au § 2, 2° et 3°. Toutefois, il ne peut être âgé de moins de 23 accomplis.

Art. 5. L'Institut, sur avis du délégué à la tutelle, eu égard à la capacité formative de l'entreprise, fixe le nombre d'apprentis ou de stagiaires pouvant être formés simultanément.

Art. 6. La proposition prévue à l'article 1^{er} doit être assortie d'un dossier comportant un rapport de visite de l'entreprise établi par le délégué à la tutelle et l'avis de ce dernier.

Ce dossier doit permettre de vérifier notamment que l'entreprise satisfait aux conditions d'agrément reprises à l'article 3.

Art. 7. La proposition doit être transmise à l'Institut dans le mois qui suit la date d'introduction de la demande du chef d'entreprise.

L'Institut statue sur la proposition au plus tard dans le mois de la réception du dossier et communique par écrit sa décision au chef d'entreprise.

Art. 8. L'Institut peut retirer l'agrément d'une entreprise après avis du délégué à la tutelle qui invite le chef d'entreprise à faire connaître ses observations éventuelles, lorsque :

1° les conditions visées à l'article 3 ne sont plus réunies;

2° l'entreprise a transmis de faux renseignements;

3° l'entreprise est exclue conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 fixant les conditions d'agrément des contrats d'apprentissage dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

4° l'entreprise est exclue conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 relatif à la convention de stage dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

5° l'entreprise ne respecte pas le programme de formation;

6° au terme d'une période de 6 ans, aucun apprenti ou stagiaire n'a réussi l'épreuve pratique présentée en fin de formation.

Art. 9. Le retrait de l'agrément d'une entreprise entraîne :

1° le retrait de l'agrément des contrats d'apprentissage agréés moyennant le respect de la procédure prévue à l'article 25 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 fixant les conditions d'agrément des contrats d'apprentissage dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

2° la rupture des conventions de stage moyennant le respect de la procédure prévue à l'article 23 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 relatif à la convention de stage dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

Art. 10. Le Gouvernement wallon fixe les modalités de recours contre toute décision prise en application du présent arrêté.

Art. 11. Les entreprises qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, occupent ou ont occupé au cours des deux dernières années un apprenti sous contrat d'apprentissage agréé ou un stagiaire dans le cadre d'une convention de stage conclue à l'initiative d'un centre de formation, sont agréées au sens du présent arrêté en tant qu'entreprises de formation dans la ou les professions concernées.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1998.

Art. 13. Le Ministre de l'Emploi et de la Formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 juillet 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

N. 98 — 2525

[C - 98/27514]

**16 JULI 1998. — Besluit van de Waalse Regering
tot bepaling van de voorwaarden waaronder bedrijven erkend worden voor de permanente vorming
van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen**

De Waalse Regering,

Gelet op het samenwerkingsakkoord betreffende de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en het toezicht op het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, gesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, goedgekeurd bij het decreet van de Waalse Gewestraad van 4 mei 1995, inzonderheid op artikel 5, 5°;

Gelet op het advies van de Raad van Bestuur van het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, gegeven op 14 mei en 11 juni 1998;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, de centra voor permanente vorming van de middenstand, de toezicht-afgevaardigden en de bedrijfshoofden vóór het begin van het komende vormingsjaar, dat in september 1998 van start gaat, in kennis moeten worden gesteld van de nieuwe bepalingen die de leerovereenkomsten en de stageovereenkomsten regelen;

Overwegende dat dit besluit derhalve zo spoedig mogelijk moet worden bekendgemaakt en in werking moet treden;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,

Besluit :

Artikel 1. Het bedrijfshoofd dient een aanvraag om erkenning van zijn bedrijf in bij de toezicht-afgevaardigde.

Op voorstel van de toezicht-afgevaardigde wordt het bedrijf door het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, hierna het Instituut genoemd, erkend om leerlingen of stagiairs te vormen.

Art. 2. Het bedrijf wordt erkend voor één of meer beroepen in het kader van de leertijd of de vorming voor bedrijfshoofd. Gelet op de vormingsmogelijkheden die eigen zijn aan bepaalde beroepen, kan de erkenning evenwel betrekking hebben op sommige punten van het vormingsprogramma.

Art. 3. Om erkend te worden als vormingsbedrijf in een beroep waarvoor een leertijd of een opleiding voor bedrijfshoofd kan worden gevraagd, moet het bedrijf, met inachtneming van bijzondere erkenningsvoorwaarden :

1° ertoe gemachtigd zijn dit beroep uit te oefenen;

2° alle garanties bieden inzake de organisatie en de uitrusting opdat de leerling of de stagiair gevormd kan worden overeenkomstig het vormingsprogramma voor het bedoelde beroep;

3° zich ertoe verbinden de bepalingen in acht te nemen van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden van de leerovereenkomsten in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 betreffende de stageovereenkomst in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

4° een instructeur aanwijzen die aan de voorwaarden van artikel 4 voldoet.

De erkenning van de bedrijven kan onderworpen worden aan de verplichting voor het bedrijfshoofd of de in artikel 4 bedoelde instructeur om een bijkomende pedagogische opleiding te volgen, die het Instituut voor hen organiseert.

Art. 4. § 1. De instructeur is :

1° hetzij het bedrijfshoofd of, als het bedrijf een rechtspersoon is, de natuurlijke persoon die instaat voor het werkelijke beheer van het bedrijf en gemachtigd is om het te vertegenwoordigen;

2° hetzij een door het bedrijfshoofd aangewezen medewerker.

§ 2. De instructeur moet :

1° een onberispelijk gedrag hebben;

2° de volle leeftijd van 25 jaar bereikt hebben;

3° de gepaste opleiding hebben gevolgd of ten minste zes jaar ervaring in het beroep hebben.

§ 3. Het instituut kan, op met redenen omkleed advies van de toezicht-afgevaardigde, afwijken van de in § 2, 2° en 3°, bedoelde voorwaarden. De instructeur moet evenwel de volle leeftijd van 23 jaar bereikt hebben.

§ 4. De instructeur die een diploma van bedrijfshoofd heeft behaald in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, hoeft niet te voldoen aan de in § 2, 2° en 3°, bedoelde voorwaarden. Hij moet evenwel de volle leeftijd van 23 jaar bereikt hebben.

Art. 5. Na advies van de toezicht-afgevaardigde, stelt het Instituut het aantal leerlingen of stagiairs vast die tegelijkertijd gevormd kunnen worden, rekening houdende met het vormingsvermogen van het bedrijf.

Art. 6. Het in artikel 1 bedoelde voorstel moet vergezeld gaan van een dossier met een verslag over het bedrijfsbezoek, dat opgemaakt is door de toezicht-afgevaardigde, en van het advies van deze laatste.

Het dossier biedt de mogelijkheid om na te gaan of het bedrijf de in artikel 3 bedoelde erkenningsvoorwaarden vervult.

Art. 7. Het voorstel moet aan het Instituut overgemaakt worden binnen de maand na de indiening van de aanvraag van het bedrijfshoofd.

Het Instituut beslist over het voorstel uiterlijk binnen de maand van ontvangst van het dossier en deelt zijn beslissing schriftelijk mee aan het bedrijfshoofd.

Art. 8. Na advies van de toezicht-afgevaardigde, die het bedrijfshoofd verzoekt zijn eventuele opmerkingen mee te delen, kan het Instituut de erkenning van een bedrijf intrekken als :

1° de in artikel 3 bedoelde voorwaarden niet meer vervuld zijn;

2° het bedrijf valse inlichtingen heeft verstrekt;

3° het bedrijf uitgesloten is overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden van de leerovereenkomsten in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

4° het bedrijf uitgesloten is overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 betreffende de stageovereenkomst in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

5° het bedrijf het vormingsprogramma niet in acht neemt;

6° na een periode van zes jaar, geen enkele leerling of stagiair geslaagd is voor de praktische proef die aan het einde van de vorming wordt afgelegd.

Art. 9. De intrekking van de erkenning van een bedrijf veroorzaakt :

1° de intrekking van de erkenning van de leerovereenkomsten, met inachtneming van de procedure bedoeld in artikel 25 van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden van de leerovereenkomsten in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

2° de verbreking van de stageovereenkomsten, met inachtneming van de procedure bedoeld in artikel 23 van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 betreffende de stageovereenkomst in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen.

Art. 10. De Waalse Regering bepaalt de voorwaarden waaronder beroep kan worden ingesteld tegen elke beslissing die op grond van dit besluit wordt genomen.

Art. 11. De bedrijven die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit een leerling bij erkende leerovereenkomst of een stagiair in het kader van een op initiatief van een vormingscentrum gesloten stageovereenkomst, tewerkstellen of de afgelopen twee jaar hebben tewerkgesteld, worden in de zin van dit besluit erkend als vormingsbedrijven in het/de betrokken beroep(en).

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1998.

Art. 13. De Minister van Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 juli 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON
De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

F. 98 — 2526

[C - 98/27515]

**16 JUILLET 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon
fixant les conditions d'agrément du délégué à la tutelle dans la formation permanente
pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'accord de coopération relatif à la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu le 20 février 1995, par la Commission communautaire française, la Communauté française, et la Région wallonne, approuvé par décret du Conseil régional wallon du 4 mai 1995;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, donné les 14 mai et 11 juin 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 4 juillet 1989 et du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, les centres de formation permanente des classes moyennes, les délégués à la tutelle, stagiaires doivent impérativement connaître les nouvelles conditions d'agrément du délégué à la tutelle avant le début de la prochaine année de formation fixé en septembre 1998;

Considérant que, par conséquent, l'arrêté doit être publié et doit entrer en vigueur dans les plus brefs délais;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 juin 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 juillet 1998;

Sur la proposition du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le Ministre : le Ministre du Gouvernement wallon qui a la Formation dans ses attributions;

2° le Ministre-membre : le Ministre-membre du Collège de la Commission communautaire française qui a la Formation permanente des Classes moyennes dans ses attributions;

3° l'Institut : l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

4° le délégué à la tutelle : la personne agréée par le Ministre ou le Ministre-membre, chacun en ce qui le concerne, en application de l'article 18 de l'accord de coopération du 20 février 1995 précité et qui exerce les fonctions de secrétaire d'apprentissage et de délégué au stage.

Art. 2. Le Ministre et le Ministre-membre, chacun en ce qui le concerne, agréent le délégué à la tutelle, chargé des missions visées à l'article 3. Ils fixent, chacun en ce qui le concerne, le nombre de délégués à la tutelle en tenant compte notamment du nombre de contrats d'apprentissage et de conventions de stage en cours dans le ressort de chaque service territorial.

Le délégué à la tutelle est un agent contractuel de l'Institut exerçant sa fonction à temps plein.

Art. 3. Le délégué à la tutelle a pour missions :

1° d'aider toute personne qui souhaite suivre une formation en alternance dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises à s'orienter dans son choix professionnel ainsi que dans celui de l'organisme de formation;

2° d'établir le plan global de formation visé à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 relatif au plan de formation en alternance dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, pour toute personne qui désire suivre une formation en alternance dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

3° d'œuvrer à la conclusion des contrats d'apprentissage et des conventions de stage, notamment :

a) en servant d'intermédiaire entre le chef d'entreprise et l'apprenti ainsi qu'entre le chef d'entreprise et le stagiaire;

b) en procédant à la conclusion des contrats et conventions en présence des parties contractantes;

c) en assurant la promotion de l'apprentissage et de la formation de chef d'entreprise dans leur secteur;

d) en recherchant les entreprises aptes à donner une formation adéquate et les activités professionnelles nouvelles susceptibles de faire l'objet d'un contrat d'apprentissage ou d'une convention de stage;

4° d'exercer le contrôle administratif des contrats et conventions et de veiller au bon déroulement de la formation pratique en entreprise, notamment :

a) en rencontrant l'apprenti et le stagiaire au moins deux fois par an, au centre de formation lors de l'évaluation de la formation pratique, et dans l'entreprise lors de l'exécution du contrat;

b) en participant aux séances d'évaluation;